

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - MAI 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2022 se déroule dans un contexte marqué par la poursuite de la reprise des activités économiques entamée à partir de 2021, mais qui demeure confrontée, d'une part, à une faible récolte céréalière et, d'autre part, au renchérissement des cours des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, aux tensions inflationnistes et aux perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin mai 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de près de 14 MM.DH, contre -25 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+25,1 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+14,1 MM.DH).

### RECETTES

#### Comportement favorable des recettes fiscales ...

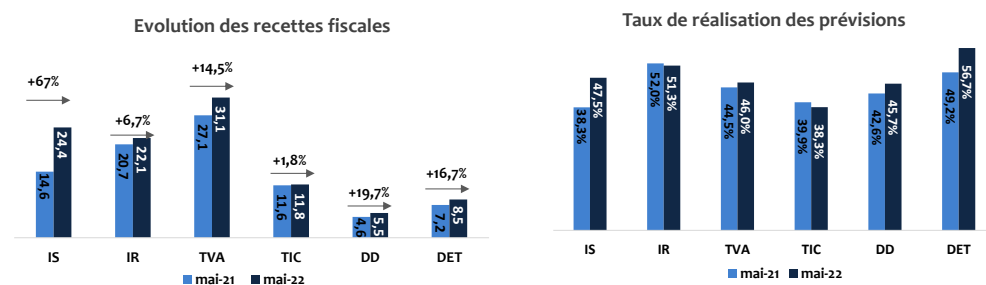
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 25,1 MM.DH ou 26,9%, comparativement à fin mai 2021, et un taux de réalisation de 45% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 17,8 MM.DH ou 20,5%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 46,8%, et ce, en dépit de la poursuite de l'effort de remboursement des crédits de TVA. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont ainsi atteint un montant de 7,4 MM.DH, contre 5,1 MM.DH à fin mai 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 9,8 MM.DH (+67%) suite à l'amélioration remarquable du 1<sup>er</sup> acompte (+3,6 MM.DH, +68,4%) et du complément de régularisation (+6,9 MM.DH, +153%). Cette bonne performance provient essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier ;
- Augmentation de l'IR de 1,4 MM.DH (+6,7%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+1 MM.DH), des opérations de contrôle fiscal (+329 M.DH), de l'IR sur les professionnels (+288 M.DH) et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+208 M.DH). Ces augmentations ont permis de compenser l'effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;

- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1,2 MM.DH (-11,3%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (4,1 M.DH contre près de 3 MM.DH à fin mai 2021) ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 5,1 MM.DH (+30,1%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (+37,8% à fin avril 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 210 M.DH (+1,8%) attribuable principalement aux TIC sur les produits autres que les produits énergétiques et les tabacs (+237 M.DH, +36,8%).
- Hausse des droits de douane de 904 M.DH (+19,7%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 1,2 MM.DH (+16,7%) attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (+963 M.DH) et de la TSAV (+132 M.DH).



### ... et amélioration des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à 12,5 MM.DH contre 5,5 MM.DH à fin mai 2021, soit une hausse de 7 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 3,7 MM.DH contre 1,9 MM.DH à fin mai 2021, dont 2 MM.DH versés par l'OCP, 1,2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 356 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 8,8 MM.DH, dont 5,2 MM.DH au titre des financements innovants, 2,7 MM.DH au titre des produits des ministères, 380 M.DH provenant des dons CCG et 347 M.DH au titre des fonds de concours.

## DEPENSES

### Augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 17,3 MM.DH (+16,8%) et un taux d'exécution de 46%.

Cette évolution par rapport à fin mai 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+9 MM.DH) et des dépenses afférentes aux biens et services (+7,9 MM.DH).

L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 879 \$/T contre près de 520 \$/T à fin mai 2021. Ces charges ont atteint 16,6 MM.DH, soit un taux d'exécution de 97,7%. Il est à signaler que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 1,1 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

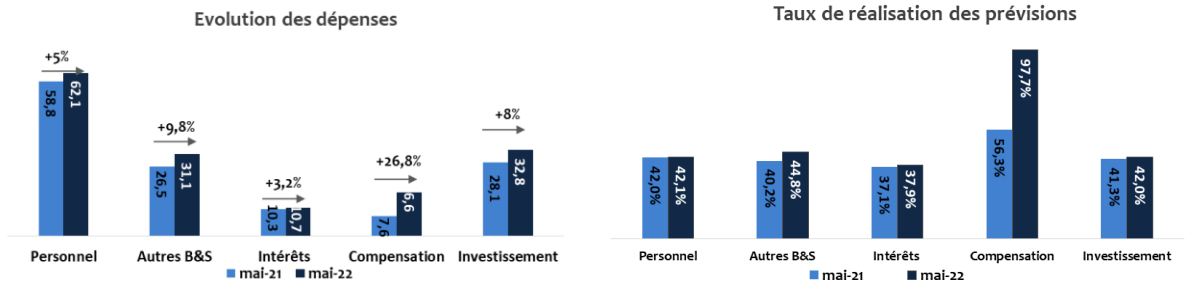
La progression des dépenses de biens et services recouvre un montant de 4,6 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 3,3 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les charges liées aux intérêts de la dette ont quant à elle connu une hausse de 375 M.DH pour se situer à 10,7 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de

la dette intérieure (+579 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-204 M.DH).

**Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 2,1 MM.DH, contre -9,9 MM.DH à fin mai 2021.**

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 32,8 MM.DH, contre 28,1 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 42%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 20,9 MM.DH, contre 13 MM.DH à fin mai 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,3 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,4 MM.DH à fin mai 2021.

## FINANCEMENT

**Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...**

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 9,7 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 23,7 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (+500 M.DH) et des besoins de financement extérieur (+0,9 MM.DH), a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un flux net de 14,2 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 60,5 MM.DH, contre 65,5 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 46,3 MM.DH, contre 43,4 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 3,5 MM.DH, contre 8 MM.DH à fin mai 2021, et des amortissements de 4,4 MM.DH, contre 4,3 MM.DH un an auparavant.

**SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR**  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Mai	Loi de finances	Mai	Mai 2022 / Mai 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>93.283</b>	<b>262.906</b>	<b>118.384</b>	<b>26,9%</b>	<b>25.101</b>	<b>45,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>93.283</b>	<b>257.906</b>	<b>118.384</b>	<b>26,9%</b>	<b>25.101</b>	<b>45,9%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>86.461</b>	<b>222.863</b>	<b>104.220</b>	<b>20,5%</b>	<b>17.759</b>	<b>46,8%</b>
- Impôts directs	35.923	97.693	47.415	32,0%	11.492	48,5%
- Impôts indirects	38.706	98.243	42.857	10,7%	4.151	43,6%
- Droits de douane	4.589	12.027	5.493	19,7%	904	45,7%
- Enregistrement et timbre	7.243	14.901	8.455	16,7%	1.212	56,7%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>5.531</b>	<b>35.944</b>	<b>12.535</b>	<b>126,6%</b>	<b>7.004</b>	<b>34,9%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.924	13.985	3.736	94,2%	1.812	26,7%
- Autres recettes	3.607	16.959	8.799	143,9%	5.192	51,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1.291</b>	<b>4.100</b>	<b>1.629</b>	<b>26,2%</b>	<b>338</b>	<b>39,7%</b>
- Fonds de soutien des prix	119	600	168	41,2%	49	28,0%
- Fonds spécial routier	1.172	3.500	1.461	24,7%	289	41,7%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>118.257</b>	<b>335.554</b>	<b>132.338</b>	<b>11,9%</b>	<b>14.081</b>	<b>39,4%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>103.172</b>	<b>262.061</b>	<b>120.473</b>	<b>16,8%</b>	<b>17.300</b>	<b>46,0%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>85.263</b>	<b>216.967</b>	<b>93.190</b>	<b>9,3%</b>	<b>7.927</b>	<b>43,0%</b>
Personnel (1)	58.761	147.537	62.103	5,7%	3.342	42,1%
Autres biens et services	26.502	69.430	31.087	17,3%	4.585	44,8%
<b>Dettes publiques (2)</b>	<b>10.277</b>	<b>28.075</b>	<b>10.652</b>	<b>3,6%</b>	<b>375</b>	<b>37,9%</b>
Intérieure	8.968	23.390	9.547	6,5%	579	40,8%
Extérieure	1.309	4.684	1.105	-15,6%	-204	23,6%
<b>Compensation (3)</b>	<b>7.632</b>	<b>17.020</b>	<b>16.631</b>	<b>117,9%</b>	<b>8.999</b>	<b>97,7%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>-9.890</b>	<b>845</b>	<b>-2.089</b>	<b>-78,9%</b>	<b>7.800</b>	<b>-247,2%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>28.105</b>	<b>77.993</b>	<b>32.792</b>	<b>16,7%</b>	<b>4.687</b>	<b>42,0%</b>
dont Fonds spécial routier	713	3.500	760			21,7%
<b>SOLDE DES CST (4)</b>	<b>13.020</b>	<b>4.500</b>	<b>20.926</b>	<b>60,7%</b>	<b>7.906</b>	<b>465,0%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-24.974</b>	<b>-72.648</b>	<b>-13.954</b>	<b>-44,1%</b>	<b>11.020</b>	<b>19,2%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-20.561</b>		<b>-9.748</b>		<b>10.813</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-45.535</b>	<b>-72.648</b>	<b>-23.702</b>	<b>-47,9%</b>	<b>21.832</b>	<b>32,6%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>41.821</b>	<b>51.976</b>	<b>24.623</b>		<b>-17.198</b>	<b>47,4%</b>
Endettement intérieur	22.032		14.155		-7.877	
Autres opérations	19.789		10.469		-9.321	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>3.714</b>	<b>20.672</b>	<b>-921</b>		<b>-4.635</b>	<b>-4,5%</b>
Tirages	8.048	40.000	3.472		-4.576	8,7%
Amortissements	-4.334	-19.328	-4.393		-59	22,7%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mai	Loi de finances	Mai	Mai 2022 / Mai 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>86.461</b>	<b>222.863</b>	<b>104.220</b>	<b>20,5%</b>	<b>17.759</b>	<b>46,8%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>35.923</b>	<b>97.693</b>	<b>47.415</b>	<b>32,0%</b>	<b>11.492</b>	<b>48,5%</b>
Taxe professionnelle	53	220	25	-52,8%	-28	11,3%
Impôt sur les sociétés (I.S)	14.635	51.447	24.444	67,0%	9.809	47,5%
Impôt sur le revenu ( I.R)	20.676	43.041	22.071	6,7%	1.395	51,3%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfécies	49	0	3	-93,9%	-46	-
Taxe urbaine/d'habitation	10	22	6	-40,0%	-4	27,1%
Majorations	492	2.136	711	44,5%	219	33,3%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	144	-	144	18,0%
Autres impôts directs	8	25	11	37,5%	3	43,4%
<b>Impôts indirects</b>	<b>38.706</b>	<b>98.243</b>	<b>42.857</b>	<b>10,7%</b>	<b>4.151</b>	<b>43,6%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>27.115</b>	<b>67.446</b>	<b>31.056</b>	<b>14,5%</b>	<b>3.941</b>	<b>46,0%</b>
(Intérieure)	10.210	24.346	9.058	-11,3%	-1.152	37,2%
(Importation)	16.905	43.100	21.998	30,1%	5.093	51,0%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>11.591</b>	<b>30.796</b>	<b>11.801</b>	<b>1,8%</b>	<b>210</b>	<b>38,3%</b>
(Tabacs)	4.491	11.813	4.487	-0,1%	-4	38,0%
(Produits énergétiques)	6.455	16.995	6.432	-0,4%	-23	37,8%
(Autres)	645	1.989	882	36,8%	237	44,4%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>4.589</b>	<b>12.027</b>	<b>5.493</b>	<b>19,7%</b>	<b>904</b>	<b>45,7%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>7.243</b>	<b>14.901</b>	<b>8.455</b>	<b>16,7%</b>	<b>1.212</b>	<b>56,7%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>5.531</b>	<b>35.944</b>	<b>12.535</b>	<b>126,6%</b>	<b>7.004</b>	<b>34,9%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.924	13.985	3.736	94,2%	1.812	26,7%
- Autres recettes	3.607	16.959	8.799	143,9%	5.192	51,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1.291</b>	<b>4.100</b>	<b>1.629</b>	<b>26,2%</b>	<b>338</b>	<b>39,7%</b>
Fonds de soutien des prix	119	600	168	41,2%	49	28,0%
Fonds spécial routier	1.172	3.500	1.461	24,7%	289	41,7%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>93.283</b>	<b>262.906</b>	<b>118.384</b>	<b>26,9%</b>	<b>25.101</b>	<b>45,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>93.283</b>	<b>257.906</b>	<b>118.384</b>	<b>26,9%</b>	<b>25.101</b>	<b>45,9%</b>